

AIDES FINANCIERES A LA FORMATION LINGUISTIQUE

GRAND-DUCHE DU LUXEMBOURG

❁ Cofinancement de la formation



L'aide financière en quelques mots

Les entreprises peuvent obtenir une aide à la formation s'élevant à **15% du montant annuel investi**.

La participation financière de l'Etat passe à 35 % imposables pour les frais de salaire des participants répondant aux critères suivants à la date de début du plan de formation :

- 1) soit pas de diplôme reconnu et une ancienneté < 10 ans ;
- 2) soit être âgé > 45 ans.



Qui est concerné ?

Les entreprises du secteur privé, légalement établies au Luxembourg et y exerçant principalement leurs activités.



Les formalités étape par étape

- ❁ Le demandeur informe le prestataire qu'il souhaite faire appel au Cofinancement de la formation pour son projet.
- ❁ Le demandeur introduit sa demande via le portail Lifelonglearning.
- ❁ Après la formation, le prestataire fournit l'attestation nécessaire au demandeur.

Ce lien vous donne une explication complète et vous renvoie vers un tutoriel pour les démarches administratives : <http://www.lifelong-learning.lu/Detail/Article/Accueil/tutoriel-cofinancement-de-la-formation/fr>

Important : Veillez à respecter les délais d'introduction du bilan annuel, de la demande d'approbation et du rapport final qui varient selon le montant annuel d'investissement en formation de votre société.



[Vous souhaitez plus d'informations ?](#)

INFPC

12-14, avenue Emile Reuter

L-2420 Luxembourg

Responsable financement FPC : Claude Betzen

@ claudette.betzen@infpc.lu

☎ +352 46 96 12 214

📄 Conditions et formalités :

<http://www.lifelongLearning.lu/Detail/Article/Aides/cofinancement-de-la-formation/fr>

Remarques générales :

Ce document a pour but de résumer les conditions d'octroi des subsides*. Seules les informations reprises sur les sites officiels sont d'application.

Nous vous rappelons aussi les conditions générales de vente du CERAN qui sont d'application et reprises sur notre site www.ceran.com.

CERAN ne peut être tenu responsable du refus de l'octroi d'un subside.

* Sous réserve d'acceptation des dossiers auprès des organismes concernés ou de modification des conditions et formalités par ces mêmes organismes.